



U.C.S.A.-cgt

Réunion 1ère : Au bord de l'implosion

Depuis octobre 2014, les instances CE et DP sont bloquées à Réunion 1ère où l'équipe de la direction régionale n'est pas en capacité de répondre aux interrogations légitimes des organisations syndicales et des élus.

Pire encore : depuis mai 2014, les élus du CE ont alerté la direction régionale de l'impasse à laquelle la construction budgétaire amenait, par ailleurs également pointée dans le rapport d'expertise du cabinet SECAFI.

Ce rapport épinglait la gestion actuelle de l'établissement :

- Une approche budgétaire morcelée qui introduit un problème de pilotage précis de la station
- Une insuffisance de gestion et de suivi élaboré
- Une incapacité pour Réunion 1ère de donner aux élus le coût détaillé d'une émission
- Une vision stratégique et budgétaire insuffisamment partagée entre les services
- Une prévision trop optimiste des recettes budgétaires
- Une difficulté à planifier les congés bien en amont

En septembre 2014, Réunion 1ère affichait un déficit de 1 million d'euros.

En urgence, un plan d'économie a été mis en place au mépris des codes et normes de fonctionnement économiques et sociaux de l'entreprise.

Aujourd'hui, le dialogue social est interrompu et les instances sont au point mort.

L'ensemble des représentants du personnel de Réunion 1ère demande à travailler avec d'autres interlocuteurs. Une demande en ce sens a été faite à Michel Kops, directeur général du réseau des Outre-Mer 1ère. Ce dernier demande à ce qu'une délégation de 3 ou 4 personnes aille à Paris, discuter avec un groupe de travail ad hoc, accompagnée de l'équipe de direction de Réunion 1ère. Pour la CGT, cette démarche est de la pure provocation.

Les élus de Réunion 1ère ne comprennent pas l'attitude de la direction générale qui semble ne pas prendre la mesure des dysfonctionnements générés par la défaillance de l'équipe de la direction régionale dans la station.

Leur demande est pourtant évidente : reprendre le dialogue social en station avec des interlocuteurs loyaux, pour faire fonctionner les instances et définir une nouvelle organisation.

La CGT reste particulièrement attentive à la situation des stations du réseau des Outre-Mer 1ères.

Paris, le 22 janvier 2015